

Le quotidien du peuple

LUNDI

24

NOVEMBRE

1975

N° 42

BELGIQUE - LUXEMBOURG : 15F

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

securite sociale on ne veut pas supporter le deficit c'est la medecine gratuite qu'il nous faut

«Le déficit de la Sécurité Sociale devra être couvert par une augmentation des cotisations ouvrières... et non par un nouvel apport des entreprises», voilà la dernière trouvaille de Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances, dans la guerre qu'il a engagé contre nos salaires, aux côtés du patronat. Bien que les services du Premier Ministre aient aussitôt nuancé les choses, affirmant qu'aucune décision n'avait encore été prise, un Conseil prochain des ministres devant en débattre, il est clair que les déclarations de Fourcade ne sont pas de simples propos en l'air, tenus de sa seule initiative. «Un trou de 9 milliards à combler !», «La SS ne pourra plus payer !», tels sont les titres dont la presse bourgeoise nous abreuve, chaque fois que le gouvernement agit une réforme de la Sécurité Sociale. C'est la technique bien connue du chantage : sous prétexte que la Sécurité Sociale serait au bord de la faillite, il faudrait se serrer les coudes et accepter sans mot dire que soient majorées les cotisations ou diminuées les prestations qui en sont la contrepartie. Et cela, alors même que nos salaires, rognés par la hausse des prix et le chômage partiel ou total, nous contraignent à réduire même nos dépenses de santé ! Fourcade, sous un langage plus technique, développe la même argumentation : «le déficit nous oblige

à...». Mais le déficit, Monsieur Fourcade, n'est pas le fruit du hasard ni comme on veut nous le faire croire, le résultat d'une «surconsommation médicale des français», encore moins la contrepartie d'une amélioration de notre santé. La moindre grippe coûte aujourd'hui les yeux de la tête, voilà la réalité. Pour Monsieur Fourcade, «la solution courageuse» consiste à faire payer les travailleurs et non les capitalistes. Ce serait de la démagogie, à l'en croire, que d'imposer des charges supplémentaires aux entreprises. Monsieur Fourcade n'est pourtant pas sans savoir que celles-ci accumulent des dettes considérables à la Sécurité Sociale. C'est en fait une bien piètre manœuvre que celle qui consiste à faire appel à notre raison. Non que nous n'en ayons pas, mais elle nous dicte à nous, que nous n'avons pas à faire les frais des difficultés des capitalistes. A la bourgeoisie de payer sa crise, voilà notre mort d'ordre. La Sécurité Sociale est en crise ? Nous ne nous battons pas pour replâtrer un organisme dont les capitalistes ont fait leur vache à lait. Nous savons bien que la santé au service du peuple n'a pas sa place sous le capitalisme. Pour notre santé, comme pour toutes nos revendications, c'est la voie de la lutte qu'il faut choisir ! Exigeons la santé gratuite !

Frédéric MONTAGNET

voir page 4

juan carlos liberte ... de reprimer !



en berne

Pour la mort de Franco, Giscard a mis en deuil ses drapeaux, et le ton des reportages de sa radio sur l'enterrement, où il a dépêché son ministre des armées. Nos cinq camarades, exécutés en septembre sur ordre de celui qu'on a enterré hier, n'avaient pas eu droit à tant d'égards.

D'un côté, le tertre sans fleurs et sans croix des révolutionnaires tombés dans le combat ; de l'autre, le hideux monument où l'assassin abrite sa dernière vanité. Devant ces tombes, ce n'est pas les mêmes qui viennent se recueillir. «L'Espagne est orpheline» a déclaré monsieur Arias Navarro : celle des propriétaires fonciers, des capitalistes, des spadassins et des bourreaux. Monsieur Giscard d'Estaing est de la famille. Mais Baena, Sanchez-Bravo, Otaegui, Manot et Garcia Sanz vivent à jamais dans le cœur des peuples qu'a unis, de part et d'autre des Pyrénées, le sang versé pour la liberté dans la guerre d'Espagne et la Résistance.

Jean LERMET

CRIME RACISTE A ANNECY le substitut ancien d'Algerie attend pres de deux mois pour ouvrir l'enquete

Isbane Azzouz a 42 ans, Algérien, il travaille en Haute-Savoie depuis plus de 20 ans, surtout dans l'hôtellerie. A Annecy dans le quartier Saint-François, où on l'appelle familièrement Zouzou, il est connu et on l'aime bien. Le 6 octobre, Isbane vient de finir un contrat dans un hôtel. Dans quelques jours, comme la saison d'hiver reprend, il doit entamer un nouveau. Le lundi soir, il est avec des amis au café. L'un d'eux, Monsieur Baretta, dit qu'ils se sont séparés vers 11 heures, que Monsieur Azzouz était dans un état par-

faitement normal. On ne verra plus jamais Isbane au café Saint-Maurice. Le lendemain, les sapeurs-pompiers retirent son cadavre du lac, près du pont des Amours, par 1,30 mètres de fond. Sa veste flotte un peu plus loin. Les choses auraient dû en rester là. Un certificat médical «atteste qu'il s'agit d'une mort par hydrocution». La police, apparemment, ne va pas chercher plus loin. D'ailleurs, pour les travailleurs algériens, que la police ne fasse rien, lors de la disparition d'un des leurs, «Ce n'est pas très étonnant : pour

eux, la mort d'un «raton», ça ne vaut pas la peine de se déplacer, puisque c'est soit un règlement de compte, soit un accident».

«CHEZ NOUS LE SUICIDE EST TRÈS RARE»

Seulement un élément nouveau devait rompre le déroulement sans histoire de ce «fait divers». A Skida, la famille de Isbane est avertie de sa mort. On décide d'envoyer Mohamed, son neveu, fonctionnaire, pour le rapatriement du corps.

(suite page 5)

Giscard à Dijon :
UNE POLITIQUE RÉGIONALE
POUR QUI ?

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

**DEVENEZ CORRESPONDANT
DU JOURNAL.**
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h.30 à 13 h.

UN POINT TRES DISCUTE...

Un journal de combat, seul journal qui donne la parole aux masses populaires, un journal présent dans les cœurs des luttes des masses.

C'est ainsi un journal qui suit de près les actualités.

Certaines remarques de lecteurs :

Les articles sur «les travailleurs et la crise» sont très longs et touffus. Nous voudrions davantage d'articles de fond et des articles sur les femmes. Pouvez-vous incérer certains articles de «*Front Rouge*» dans le Quotidien du Peuple ?

Un point très discuté : l'Angola. Pouvez-vous donner plus d'informations ? Les lecteurs pensent qu'un problème aussi important que le problème d'Angola n'a pas trouvé un grand écho dans le QdP. Il faut aller au delà de la question posée par le social-impérialisme et aborder le problème de fond. Il ne s'agit plus aujourd'hui en Angola des luttes pour l'indépendance nationale pour les 3 mouvements, mais une question de pouvoir.

Il faut distinguer les 3 mouvements. Quel est celui qui veut établir un pouvoir populaire ? quel est celui qui veut établir un pouvoir néo-colonial qui entretiendrait des liens très étroits avec l'impérialisme ? D'autre part, croyez-vous que les 1 200 cubains sont des mercenaires ou rentrent-ils dans le cadre d'un soutien internationaliste ?

Corr. de Nanterre

Si nous avons mis un certain temps avant d'aborder la question, c'est que nous ne voulons pas nous prononcer à la légère. Aujourd'hui, nous sommes d'accord que la lutte en Angola n'est plus pour l'indépendance nationale contre le colonialisme portugais. Mais nous ne pouvons approuver l'idée que l'indépendance est définitivement acquise : quand les tanks russes et les soldats cubains s'opposent aux colonnes encadrées par les racistes sud-africains, il est clair que la division entre les mouvements de libération a favorisé la tentative des russes pour mettre la main sur l'Angola, et l'intervention des américains pour défendre leurs vieux intérêts. Nous reviendrons plus longuement sur la question, au terme d'une enquête actuellement en cours.

**SUR LES LUTTES
ANTI-IMPÉRIALISTES**

Les articles sur les luttes anti-impérialistes sont trop théoriques. Des articles appréciés ont été ceux sur l'Argentine, l'Espagne. On aimerait également des articles qui donnent une vue plus globale sur une partie du monde et sa position dans le monde.

Strasbourg

Le Quotidien du Peuple
(publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP
Numéro de commission paritaire :
56 942

**OÙ VA LE MOUVEMENT DE
MASSE AU PORTUGAL ?**

Les articles d'actualité sur le Portugal : il ne suffit pas, à mon avis, pour un quotidien communiste de dire : il y a eu telle ou telle manifestation (on peut le lire dans «Libération») : je pense qu'il serait plus intéressant de montrer quelles sont les forces politiques en présence, que font les révolutionnaires portugais. Dans la mesure où le QdP a indiqué que les groupes ML portugais influençaient des dizaines de milliers de travailleurs (même s'il n'y a pas de Parti ML) et que cela se voit pas dans le QdP, on peut se demander à partir de quel moment le QdP parlera du travail des révolutionnaires portugais. C'est en montrant les rapports de force au Portugal qu'on peut comprendre ce qui s'y passe (et passeusement relatant les faits). Je pense que le QdP a les moyens d'expliquer la situation politique et le travail des révolutionnaires au Portugal. C'est en montrant l'influence des ML au Portugal qu'on peut donner confiance dans le Marxisme-Léninisme. En lisant le QdP au contraire on a

l'impression que les seuls groupes politiques qui interviennent dans la lutte des classes sont les P«C»P, P«S», P«PD» et que le mouvement de masse est informe : c'est perpétuer l'idée désespérante des groupuscules sans prise sur la réalité.

D'accord sur la nécessité de ne pas envisager la situation politique du seul point de vue de l'action des partis bourgeois : il est tout à fait clair que l'action des masses populaires pèse d'un grand poids. Quant aux camarades révolutionnaires, nous avons souligné, et nous pensons toujours, qu'ils ont une véritable influence de masse. Cependant, à travers les questions que nous leur avons adressées dans notre numéro 32, nous indiquons la vérité indéniable : c'est qu'aucune organisation, jusqu'ici, n'a pu peser de façon décisive sur la lutte des classes au Portugal. Nous avons en même temps exprimé notre confiance que la lutte actuelle permettra certainement que cela se produise dans un avenir assez proche.



**Le quotidien
du peuple**

échos des entreprises

AU TRI DES CHÈQUES
POSTAUX (PARIS)

J'ai pris l'habitude de laisser mon Quotidien du Peuple dans mon casier et les gars viennent le prendre et le lisent au temps de pause. Je me rappelle : la déclaration de Chirac à Melun disant que la gendarmerie était le service public le plus utile ; eh bien un gars le soir même avait entendu ça à la radio et tout le monde en discutait au tri. Le lendemain, ils sont tous venus voir ce qu'en disait le Quotidien du Peuple. Même chose pour la déclaration de l'ONU, c'est une chose qui a provoqué beaucoup de discussions au tri (il y a un gars qui est d'origine juive), et là encore ils ont apprécié dans le Quotidien la riposte immédiate qui convenait, conforme à ce qu'ils ressentaient plus ou moins confusément.

A L'HOPITAL DE BOBIGNY

Il y a plusieurs filles qui le lisent régulièrement. L'une sort à peine de l'école d'infirmières.

D'origine ouvrière, tout à l'école la révoltait, et aujourd'hui elle est marquée «à l'encre rouge» par l'administration. Certains articles, elle les trouve difficiles, mais elle trouve aussi que dans ce journal, c'est vraiment le point de vue du peuple... La mort du petit Emmanuel, il y a quelques jours, a révolté tout le monde ici. «Si ses parents avaient eu un million à cracher cash, c'est sûr qu'il y aurait eu de la place pour lui quelque part». C'est la médecine de classe qu'elles mettaient en cause. Ce jour là, les filles ont apprécié la place que le Quotidien du Peuple donnait à cette information.

pour un douze pages six jours sur sept RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

Les lecteurs nous écrivent :

* il manque des articles sur la politique intérieure,

* le journal fait un peu léger, c'est-à-dire que je lis le Quotidien du Peuple comme contre information mais souvent je lis «Le Monde» et le Quotidien du Peuple car le Quotidien ne m'apporte pas assez d'informations.

* cependant les lecteurs reconnaissent qu'il y a beaucoup de progrès. Les articles sont moins longs mais plus nombreux, le journal colle mieux à l'information mais ils attendent encore des améliorations. Ils comprennent tout à fait que ça demande tout un réseau de correspondants et que ça ne se fait pas d'un coup. Ils attendent plus de diversité avec le 12 pages.

des lecteurs de l'IUT chimie à Grenoble

je souscris

10 F 50 F 100 F ___ F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

gagnons la bataille de la diffusion

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)

au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

la lutte contre le chômage

LETTRE D'UN CHÔMEUR CGT
LES POSITIONS DE LA CGT

DES COMITÉS DE CHÔMEURS CGT : pour quoi faire ?

Depuis septembre, la CGT a lancé des comités de chômeurs, encore appelés «Comité des travailleurs sans emploi» ou «Comité de défense de l'emploi»; des comités de jeunes chômeurs ont été également créés. Mais quelle que soit la dénomination, le principe reste le même : organiser les chômeurs entre eux. C'est d'abord dans les municipalités de la banlieue parisienne tenues par le PCF que se sont mis en place ces comités. Aux

veulent justement défendre leurs droits sont rapidement «captés» vers la défense des solutions du PCF. Souvent, d'ailleurs, les méthodes de racolage sont grossières : c'est la course au placement des cartes CGT pour les chômeurs, «a tous les pointages on propose l'adhésion», les bus sont préparés par le PCF pour aller en délégation avec les élus, porter des pétitions...

C'est un peu le système «donnant-donnant» que voudrait met-



Unir les travailleurs au chômage...

ANPE, aux bureaux de pointage, les membres de ces comités de chômeurs interviennent avec tracts, prise de parole. La lettre d'un chômeur d'Aubervilliers nous montre comment s'effectue cette intervention. Les membres de ces comités fournissent aux chômeurs des renseignements sur les formalités à remplir, sur les ASSÉDIC, la Formation Professionnelle... mais cette forme élémentaire d'aide aux chômeurs n'est pas la seule activité de ces comités.

Les municipalités PCF fournissent évidemment tous les moyens nécessaires à ces comités de chômeurs et ceux-ci travaillent en étroite liaison avec les «élus». Récemment à Champigny : réunion du comité de chômeurs et du maire PCF, les chômeurs sont venus toucher l'aide financière que la municipalité leur accorde, le maire fait un discours sur le programme commun et les solutions du PCF face au chômage... décisions prises : le comité de jeunes chômeurs assistera à une session extraordinaire du conseil municipal pour la création d'une zone industrielle et le 27, ils se rendront au ministère. C'est un peu ce qui se passe dans toutes les municipalités PCF : les comités chômeurs servent à montrer tous les bienfaits de ces municipalités... ainsi les chômeurs qui peuvent adhérer à ces comités parce qu'ils

tre en place la direction de la CGT : prendre une carte, soutenir les élus PCF et en échange, recevoir une aide concrète.

Quant à la liaison avec les travailleurs actifs, la direction de la CGT, affirme qu'elle a lieu, mais comment ?

Des représentants de ces comités de chômeurs assistent aux congrès locaux et départementaux de la CGT, réunions d'UL et des UD... Parfois, le lien est fait avec les travailleurs en lutte. Récemment, un comité de chômeurs CGT est allé rendre visite aux ouvriers de la COMSIP en lutte. «Tout ce que nous souhaitons, c'est que vous ne rejoignez jamais notre comité ?» ont déclaré les membres du comité de chômeurs aux ouvriers en lutte... Malgré l'espoir que peuvent mettre un certain nombre de chômeurs dans ces comités, ils sont vite amenés à se rendre compte de quelle manière on veut utiliser leur révolte. «Il nous arrive de faire dix adhésions et à l'assemblée qui suit de n'en retrouver que deux...» déclare un responsable du comité de chômeurs de Nanterre. Les chômeurs n'ont en effet, rien à gagner en s'organisant dans ces comités où on les isole pour s'en servir comme force d'appoint à un projet politique qui leur est étranger.

Loïc LEGARREC

«succès» d'un comité CGT de jeunes chômeurs : un nouveau bureau de pointage

« Un premier succès » a été enregistré par les jeunes chômeurs. Le premier octobre, le comité Rueil-Nanterre demande à être reçu par Baumel, le député-maire de Rueil. Refus des services municipaux. Le 14 octobre lettre à Baumel. Réponse enfin de la mairie. Le comité est reçu par un adjoint. Un nouveau local est accordé pour le pointage. Ce succès, le comité l'a fait connaître. Pour qu'il y en ait d'autres. Désormais nous ne disons plus seulement : « Viens avec nous, nous allons faire quelque chose », nous disons : « Nous avons fait quelque chose ».

extrait de « La Vie Ouvrière » du 19/11/75
De quoi enthousiasmer les jeunes !

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



lettre d'un chômeur à propos des comités CGT

du discours à la réalité

« 10 comités de chômeurs dans les Hauts de Seine, 250 adhésions », « à Rueil-Nanterre : 74 adhérents », à « Gennevilliers : 33 adhérents »... à en croire la direction de la C.G.T., les comités de chômeurs font « boule de neige ». Il est vrai que de nombreux comités de chômeurs ont surgi dans les municipalités tenues par le PCF. Mais que recouvrent ces adhésions ? Que propose-t-on aux chômeurs d'Aubervilliers qu'on veut organiser ? La lettre d'un chômeur d'Aubervilliers que nous publions nous a semblé intéressante, elle montre bien la distance qui peut exister entre les grandes déclarations et la réalité. Nous invitons les lecteurs à nous faire parvenir d'autres témoignages sur les comités de chômeurs qui peuvent exister.

« Je voudrais vous apporter mon témoignage sur les comités de chômeurs. Je suis chômeur depuis plusieurs mois ; récemment, j'ai été contacté par la CGT, lors d'une diffusion de tracts par des responsables de la Bourse du travail un jour de pointage. Comme je pensais nécessaire de ne pas rester isolé, j'ai voulu me syndiquer à l'Union locale d'Aubervilliers et participer au comité de chômeurs. Entre ce qui est dit « seule la lutte peut changer le sort des chômeurs... organiser les chômeurs » et la réalité, il y a une marge !

J'ai demandé à participer aux réunions ; « On te convoquera à la

Bourse s'il y a une action ou une réunion d'information » m'a dit le permanent qui distribuait les cartes. On m'a donné un ancien numéro de la « vie ouvrière » et un tract ; d'ailleurs ce tract est distribué à chaque pointage et met l'accent sur les avantages que le Programme Commun apporterait aux chômeurs selon l'U.D. CGT de Seine St-Denis. Et quand j'ai posé la question des actions envisagées, on m'a dit : « Tu peux aller à Bobigny en délégation à la préfecture pour protester sur l'attribution des allocations, il y a des militants du PCF dehors qui prennent des inscriptions ; ils font un bus !... » C'est vrai que la confusion était complète entre diffuseurs

du PCF et de l'UL CGT, les panneaux manuscrits sur le chômage étaient ceux de la section PCF des municipaux d'Aubervilliers, pour les prises de paroles, c'était la même chose : tout à la gloire de la municipalité qui offre des pommes aux chômeurs et organise un match de football de solidarité avec les grèves en cours.

Beaucoup de chômeurs qui sortaient de pointer en avaient marre de tout ce dépiètement. Une femme âgée et un ouvrier d'une quarantaine d'années ont interpellé un diffuseur : « les papiers, les paroles, c'est bien gentil mais comment va-t-on lutter ? On est pas là pour applaudir la municipalité qui envoie des impôts locaux sans sourciller aux chômeurs, il faudrait peut-être les remercier !... » Tout ceci est resté sans réponse, ça fait 3 fois que j'ai pointé... toujours pas de nouvelles du comité de chômeurs dont j'ai payé le timbre. Il faut que tout cela se sache dans votre journal...

un chômeur CGT d'Aubervilliers

les comités de jeunes chômeurs

Ils ont été lancés à la rentrée par les jeunes « communistes ». Il s'agit de développer un certain nombre d'« expériences » limitées d'abord aux municipalités de la banlieue parisienne tenues par le PCF. A la suite de la journée du 4 octobre où l'on a vu des milliers de jeunes manifester à Paris, la direction de la CGT a voulu profiter de cette mobilisation pour multiplier les comités de jeunes chômeurs.

La direction de la CGT distingue les « comités d'adultes » et les « comités de jeunes », ceux-ci ayant la même orientation et le même rôle que les comités d'adultes. Pourquoi créer alors des comités séparés ? Parce que « les jeunes sont susceptibles de se regrouper plus facilement, sur le fait que leurs revendications comportent des aspects communs, que leurs activités, leur expression peuvent revêtir des formes spécifiques » répond la direction de la CGT.

Mais se servir de cette « spécificité » pour développer des organisations différentes dans la lutte contre le chômage c'est maintenir la division que la bourgeoisie veut développer entre jeunes et vieux, si on suit la logique il n'y a d'ailleurs pas de raison d'en rester là ; il y a les problèmes spécifiques des femmes, il y a les chômeurs qui touchent les 90% et les autres... Non pas qu'il ne faille pas tenir compte des problèmes spécifiques qui se posent

à eux mais c'est un combat commun contre le chômage qui permettra de remporter des victoires sur chaque cas spécifique. Au moment où la bourgeoisie développe une importante campagne contre

les jeunes chômeurs accusés d'être tous des délinquants, il est plus que jamais nécessaire de regrouper sur les quartiers jeunes et vieux travailleurs dans un même comité de lutte contre le chômage.



...aux ouvriers en lutte.

de nouvelles formes d'actions pour les jeunes : « tirer les sonnettes ? »

« Un chômage comme celui-là on n'en a pas vu depuis près de 50 ans. Il ne saurait être question pour les syndicats de se contenter des formes d'action traditionnelles. Ils seraient vite dépassés. D'autant plus vite que la moitié des chômeurs sont des jeunes. La moitié la plus combative. Alors dans les Hauts de Seine, on invente, « il faut faire jouer les élus de gauche, dit quelqu'un, obtenir les adresses des chômeurs, leur écrire, aller les voir ». Les propositions pleuvent : tracts aux ANPE bien sûr, mais aussi dans les H.L.M... pétitions adressées aux maires, aux députés, aux ministres, faut tirer toutes les sonnettes... »

extrait de « La Vie Ouvrière » n° 1629

politique

**APRÈS BESANÇON...
A CHAUMONT LES APPELÉS
CRÉENT UNE SECTION
SYNDICALE**

Ce week-end, à Chaumont s'est constituée une nouvelle section syndicale au 403ème régiment d'artillerie. Cette initiative est soutenue par la CFDT régionale de la Haute-Marne.

Dans le même temps Bourges et Bigeard ont décidé de réprimer les soldats du 19ème Génie à Besançon, plus d'une cinquantaine de soldats ont été arrêtés et interrogés de façon intensive par des officiers de la Sécurité Militaire venant de Paris.

Dénonçons largement la répression de la bourgeoisie contre le mouvement des soldats.

**MITTERRAND EN VISITE AUX
USA : UNE IMAGE D'HOMME
D'ETAT A SOIGNER**

Aujourd'hui, Mitterrand est aux USA, il a décliné ce même jour l'invitation de Giscard à Dijon à l'occasion de la conférence interrégionale... Ainsi Mitterrand ne rompt pas avec la tradition de la social-démocratie française, de liaison avec l'impérialisme US. Il est certain que depuis le congrès d'Epinay qui a défini une politique plus à «gauche», le PS formule plus de «critiques» envers l'impérialisme US et améliore dans le même temps ses liens avec le social-impérialisme (voyage de Mitterrand en URSS). Ceci dit le PS a toujours deux fers au feu. Ce nouveau voyage aux USA est partie intégrante d'une politique où Mitterrand doit montrer sa stature d'homme d'Etat français capable de prendre le relai dans la gestion des affaires de la bourgeoisie avec ou sans le PCF.

L'UDR DANS LES USINES...

Le week-end dernier, le comité central de l'UDR s'est réuni à Paris. Parmi les préoccupations affichées des gaullistes : créer des groupes d'entreprises... Ils ne devraient pas avoir beaucoup de mal à s'implanter sans crainte de la répression patronale lorsque l'on connaît le nombre des patrons affiliés à l'UDR.

Les travailleurs vont pouvoir sûrement apprécier de plus près la politique «sociale» de ces messieurs.

**MENACES POLICIÈRES ET
AGRESSIONS FASCISTES
CONTRE LES MILITANTS DU
PCR**

Jeudi 20 novembre, 18 H 30 à Paris (11^e) au métro Voltaire, un camarade diffusant un tract du PCR (ml) a été frappé au visage par surprise. Devant la forte réprobation exprimée par les travailleurs rentrant de leur travail, l'agresseur a pris la fuite aussitôt. Aidant notre camarade à se relever (il a été blessé au niveau de l'arcade sourcilière) les gens dénoncèrent cette agression fasciste. De nombreuses personnes ont manifesté leur soutien à notre camarade qui a été conduit à une clinique du quartier.

Il y a quelques temps, au métro Père Lachaise une bande fasciste tenta d'agresser un autre camarade, les passants alertés ont mis en fuite les fascistes.

Samedi après-midi, des camarades du PCR interviennent à Paris (18ème) à la porte de Clignancourt avec tracts et chants populaires espagnols, pour fêter la mort de Franco et dénoncer la continuité du fascisme. La police intervient, interpelle et conduit au poste trois camarades (toujours pas relâchés dimanche après-midi). Le même soir Place des Ternes devait se tenir une fête populaire à l'appel du PCR (ml) pour saluer comme il se doit la mort du dictateur avec des camarades espagnols. La présence de nombreux policiers en civil, de provocateurs fascistes, ainsi que des cars de garde-mobiles empêcheront la fête de se tenir. Plusieurs arrestations ont été opérées. Au moment où Giscard fait mettre les drapeaux en berne pour Franco et s'apprête à assister au couronnement de Juan Carlos, il n'était pas question pour la bourgeoisie de laisser s'exprimer la joie populaire.

DE LA CORSE A LA BOURGOGNE giscard contre les revendications régionales

La question régionale va dominer l'actualité politique de cette semaine ; le week-end à Aléria a été marqué par la protestation populaire contre l'emprisonnement des militants corses. Aujourd'hui, Giscard se rend à Dijon, à la conférence interrégionale, pour y traiter du projet de liaison fluviale Rhin-Rhône. Jeudi, enfin, CGT et CFDT organisent en Bretagne une journée d'action.

LES ASPIRATIONS POPULAIRES

Si la question régionale revient périodiquement au centre de l'actualité, c'est que la bourgeoisie ne peut plus, aujourd'hui, ignorer l'importance des aspirations populaires qui s'ordonnent autour de cette question de la région. On n'est plus au temps où une poignée de réactionnaires nationalistes pouvaient dévoyer les revendications régionales : de plus en plus, en effet, la revendication régionale prend un contenu anti-capitaliste, et les luttes ouvrières et paysannes y occupent la place centrale. Dans le midi viticole ou en Bretagne, par exemple, les couches populaires en lutte ont renoué avec les traditions culturelles populaires un temps écrasées par le développement du capitalisme en France.

Dans le même temps des contradictions d'intérêts entre les différentes fractions bourgeoises reprennent vie : sur la question des voies navigables, par exemple, dont Giscard parle aujourd'hui, s'opposent les bourgeois du Nord, partisans de la liaison fluviale Seine-Nord et Seine-Est, et ceux des régions Rhin-Rhône, de l'Alsace à la Provence.

**LA RÉGIONALISATION
BOURGEOISE EST INOPÉRANTE**

La loi de régionalisation de 1972 n'a rien résolu. Il est clair que plusieurs projets s'affrontent dans la classe au pouvoir sur la question du pouvoir plus ou moins grand à donner aux régions, sur les rôles respectifs du département, de la commune, etc... Mais, ce qui les range dans le même camp, du projet de JJ SS au projet de l'Union de la gauche, c'est leur incapacité à répondre aux aspirations populaires.

Car ces revendications sont incompatibles avec le système capitaliste : comment concilier en effet l'organisation, par exemple, des PTT au service

des patrons, et l'aspiration profonde des postiers à travailler chez eux, dans leur région d'origine ! Comment concilier une économie fondée sur l'existence de grands bagnes capitalistes, dans la région parisienne, à Lyon, à Marseille, dans le Nord, et l'aspiration populaire à une économie équilibrée, qui associe harmonieusement la ville et la campagne ? Sous le capitalisme, c'est impossible.

Ce système ne peut qu'entraîner l'inégalité des régions, la ruine des petits paysans, l'anarchie de l'exploitation des richesses. La liaison Rhin-Rhône, par exemple, solution régionale capitaliste, n'a pour but que de profiter du courant d'échanges Europe-Méditerranée : il s'agit des intérêts de la bourgeoisie française, face au concurrent ouest-allemand, qui dispose de la liaison Rhin-Main-Danube et qui projette de mettre en œuvre la liaison fluviale vers le port italien de Trieste, concurrent de Marseille. Cela n'a rien à voir avec les intérêts des ouvriers et paysans du Midi !

les ouvrières de Bourgogne-Electronique (Dijon) en grève



Dijon : «on sera nombreux pour recevoir Giscard»

Giscard est à Dijon ce matin. En fin de semaine, 250 flics l'ont précédé, prêts à intervenir. Dans tous les journaux, ce sont les questions «Comment Giscard se rendra-t-il à l'Hotel de ville ? En hélicoptère, à pied, en cortège motorisé ?» Toutes les réponses sont les mêmes : «cela dépendra du climat social». La classe ouvrière s'apprête en effet à recevoir Giscard comme il se doit. CGT et CFDT appellent ce matin à une manifestation et une grève générale de 24 H dans toute la Côte d'Or.

**REPRESSION ET POUVRE AUX
YEUX**

Sur ce fond de régionalisation capitaliste, la seule politique que puisse mener Giscard et sa classe, c'est donc un panaché de répression des militants et des masses et de réformes dérisoires. C'est la politique menée en Corse : renforts de police, assauts de CRS, emprisonnement de militants et miettes symboliques telles que la création de l'université de Corte et la nomination d'un préfet «corse», Riolacci. Dans ces conditions, la protestation populaire dans les régions ne peut, à l'avenir, que s'enfler. Et c'est grâce au rassemblement des aspirations révolutionnaires dans toutes les régions de France qu'on pourra construire une nouvelle société, un nouveau pouvoir, qui soit capable de régler harmonieusement les rapports entre les régions, entre les villes et les campagnes.

Paul LEFORT

CORSE : SUCCES DES JOURNÉES D'ACTION

Les journées d'action se sont terminées hier par le rassemblement d'Aléria, où Max Siméoni, frère d'Edmond Siméoni, toujours emprisonné, a pris la parole devant quelques milliers de manifestants.

A la fin de la manifestation, les CRS ont lancé des grenades lacrymogènes sur les manifestants qui s'étaient rendu devant la prison de Casabianda, «prison-modèle» construite sur des terres réclamées par les agriculteurs. Ce n'est pas la misérable provocation de l'attentat perpétré par «justice et liberté», contre le siège du comité de soutien, qui a pu empêcher leur succès. Cet attentat était pourtant une aubaine «miraculeuse» pour le gouvernement qui veut assimiler les revendications populaires de l'île à un «terrorisme». L'ordre de grève lancé pour vendredi avait été largement suivi par les commerçants, ouvriers et les lycéens corses qui avaient organisé une manifestation à Bastia. A Paris, dans la journée de samedi, une manifestation s'est aussi déroulée pour réclamer la libération des emprisonnés. Les comités de soutien qui organisaient ces journées, malgré les tentatives de division des partis dits de gauche qui ont refusé de s'y associer, demandent également l'arrêt des poursuites contre les militants et l'enquête sur les activités frauduleuses des colons impliqués dans le scandale des vins.

Le succès de ces journées montre que les masses corses sont mobilisées pour faire triompher les revendications populaires de l'île contre la politique régionale de Giscard, qui les ignore et leur oppose ses CRS.

dimanche 19H

Fourcade et l'augmentation des cotisations de la Sécurité Sociale

d'ou vient le déficit

«Le déficit de la Sécurité Sociale», c'est avant tout celui des régimes spéciaux (la SS comprend un régime général, des régimes spéciaux et des régimes autonomes) que le régime général prend à sa charge. Les régimes spéciaux concernent en effet les catégories de travailleurs (salariés agricoles, mineurs, cheminots, etc...) dont les effectifs baissent régulièrement depuis des dizaines d'années déjà. Ces professions n'embauchent plus. Aussi ne reste-t-il plus à ces régimes assez de cotisants pour financer les prestations (vieillesse ou maladie) accordées à ceux qui ne cotisent plus. En 1975, 7,5 milliards de francs auront ainsi été versés par le régime général à des caisses dont les bénéficiaires ont des droits plus élevés que ceux de l'ensemble des salariés... et des cotisations plus faibles. Avantage d'ailleurs largement justifié par la surexploitation qu'entraîne, dans ces secteurs, la politique de liquidation suivie par la bourgeoisie. Il n'en reste pas moins vrai, que les capitalistes font ainsi supporter à l'ensemble des travail-

leurs les conséquences de leur politique, toute déterminée par la recherche du profit.

**SITUATION AGGRAVÉE AVEC LA
«CRISE»**

Depuis 1974, la situation s'est toutefois considérablement aggravée. Le «Trésor», c'est-à-dire l'excédent régulier du régime général, et qui était largement dû au blocage des pensions vieillesse, retraites et allocations familiales, a fondu comme neige au soleil. En effet, les cotisations, compte-tenu du développement considérable du chômage ne rentrent plus aussi nombreuses que par le passé (à 1 million de chômeurs correspond un manque à gagner de 5 milliard de francs).

Les patrons, quant à eux, accumulent des dettes qui, si depuis 1974, elles ne sont plus publiées, n'en sont pas moins considérables (4 milliards de francs en 1973). C'est ainsi que le déficit prévu pour 1975 sera de 4 à 4,5 milliards de

francs. Compte-tenu des excédents accumulés, il ne resterait plus comme fonds de roulement que 1,6 milliard de francs fin 1975, ce qui est largement insuffisant. De plus, le coût de certaines réformes comme celle prévue sur les retraites, risquent de grèver encore le budget de la SS en 1976 (déficit prévu : 9 milliards de francs). Or la bourgeoisie, coincée entre la nécessité de redéployer son économie, et la montée des luttes populaires, se trouve incapable de promouvoir une réforme d'ensemble, qui n'apparaisse pas aux travailleurs comme une remise en cause des acquis de leurs luttes passées. Fourcade tente bien d'en appeler à la raison des travailleurs, mais des déficits de régimes spéciaux, directement liés à la politique de liquidation des secteurs jugés non rentables par la bourgeoisie, à l'accroissement du chômage aujourd'hui dicté par les impératifs du redéploiement pour sauvegarder les profits capitalistes, on retrouve partout le même accusé : le système capitaliste.

Frédéric MONTAGNET

CLARK STRASBOURG la direction recule

A Clark, les travailleurs ont mené de manière résolue et rapide une lutte qui a abouti au paiement à 90 % des deux mois de chômage technique prévus, et au paiement des 24 h en 36 h.

Après la manifestation de mardi de la quasi totalité des travailleurs devant la préfecture, mercredi, la grève était suivie à 90 %. L'un des directeurs n'a pas osé descendre de son bureau de toute la journée. Les ouvriers sont décidés, ils disent : « On ira jusqu'au bout, si ce soir on n'a pas gain de cause, on occupe. Si les CRS arrivent on les dégage aux bulldozers qui sont là, déjà remplis de fuel ! »

Dans l'après-midi, du côté de la direction, on propose déjà de revenir à 28 h. Vers 5 h de l'après-midi, les délégués apprennent que la direction veut réserver sa réponse jusqu'à lundi. Pour les ouvriers : « C'est aujourd'hui ou on occupe ». Tard dans la soirée, la direction cédera sur les points cités plus haut, il n'y a pas bien sûr de remise en cause totale du chômage partiel, puisqu'ils continuent à travailler 24 h qui seront payées 36, mais cette lutte, qui a amené un net recul du patron, va encourager les travailleurs qui subissent le chômage partiel. La politique de crise a subi un premier coup à Clark, soyons sûrs que ce n'est pas le dernier. Cellule TELIC du PCR (ml)

PARIS-RHONE - LYON "charriere marche arriere"

Vendredi matin, les ouvriers de Paris-Rhône la Ferrandière (Lyon - 3^e) avaient évacué l'usine (croyant que le travail allait reprendre à l'usine du 8^e, à la suite d'une appréciation erronée portée par certains dirigeants CGT, qui se réclament pourtant de la révolution !). Après des discussions avec les grévistes du 8^e et les camarades du Parti, les ouvriers du 3^e ont organisé la réoccupation !

Entre temps, le patron croyant en avoir terminé avec la lutte, avait lâché un acompte de 500 F. Il a juste eu le temps samedi, de visiter l'usine et de faire repeindre un portail : dès ce matin,

5 H, on pouvait y lire « Grève illimitée, 250 F pour tous ». Car les ouvriers de la Ferrandière viennent de réoccuper leur usine. Cette nouvelle aussitôt annoncée aux camarades du 8^e a relancé la mobilisation et renforcé la liaison entre les deux secteurs. Alors que la CGT de l'usine « Mermoz » (8^e) avait proposé la reprise, seuls trois membres du P«C»F ont voté pour, à l'assemblée des syndiqués.

La popularisation s'est renfor-

cée pendant ce week-end à l'initiative du PCR (ml) et du Comité de soutien créé jeudi. Sur de nombreux marchés (Villeurbanne, Vénissieux...), les collectes ont rapporté plusieurs centaines de francs. De nombreuses discussions se sont tenues, « il faudrait continuer », disaient des ménagères. « C'est le moment », comme le rapportait un ouvrier immigré, car « Charriere fera marche arrière ». Stéphane RAYNAL

UNIMEL lutte pour de meilleures conditions de travail

Vendredi, un ouvrier se prend le pied dans l'engrenage de la chaîne d'emballage du pain d'épices, on l'emmène à l'infirmerie puis à l'hôpital où il lui est diagnostiqué une fracture ouverte. Les travailleurs constatent à cette occasion que les brancards sont dans un état lamentable, moisés et sans appui-tête et que les possibilités de donner les premiers soins sur place sont inexistantes en cas d'accident grave. Une soixantaine d'ouvriers sur les 80 de l'atelier arrêtent le travail jusqu'à la pose des car-

ters et de protections sur toutes les machines dangereuses, ce qui est fait dans l'heure qui suit. Plus tard dans la matinée, le directeur technique vient faire un tour dans l'atelier, il s'accroche avec un travailleur qui a été des plus actifs pendant la grève de mai et dans les derniers débrayages, le ton monte et le directeur le convoque à son bureau où il lui promet une sanction. La nouvelle circule dans l'atelier, les travailleurs révoltés, encore plus nombreux que le matin, arrêtent une nou-

velle fois le travail et envahissent le bureau du directeur pour prendre la défense de leur camarade. Les patrons auraient tort de croire que la répression pourra nous faire accepter la détérioration de nos conditions de travail et le blocage des salaires. Ces débrayages massifs montrent une fois de plus que la volonté de lutter n'est pas le fait de quelques « meneurs ». Mots d'ordre : « 300 F pour tous », « Halte à la répression ! »

correspondant UNIMEL



réunion du comité de soutien

MARSEILLE : LUTTE CONTRE LE LICENCIEMENT

Depuis samedi soir dernier, 7 journalistes et un laborantin des journaux mensuels « Objectifs Suds » et « Provence Magazine » sont en grève illimitée pour s'opposer au licenciement d'un reporter pho-

tographe, après 5 licenciements déjà effectués cet été. Ces grévistes travaillent à la Corep (Compagnie régionale d'édition et de presse), dirigée par Maurice Genoyer, « candidat malheureux » pour la reprise de Titan Coder. Corr. Marseille

CRIME RACISTE A ANNECY

suite de la p 1

Muni d'une procuration de la mère, et d'une autorisation de son gouvernement, il se rend au consulat à Lyon. Mais mieux vaut laisser la parole à Mohammed, qui, de son lit d'hôpital, a tenu à me l'expliquer en détail : « Au consulat, on m'apprend qu'il s'agit d'un suicide, par noyade. Cela me surprend, car, chez nous, le suicide est très rare, du fait de notre religion, d'autre part les noyades en cette saison sont peu fréquentes... Une fois au commissariat d'Annecy, je prend connaissance du « dossier » qui comporte comme seule pièce, le certificat médical établi par le docteur Martin. N'y aurait-il pas eu d'enquête ? On m'emmène à la morgue. Là, deuxième surprise, je m'aperçois que ses mains sont noyades et qu'il a des traces rouges sur les bras et les jambes. Pour l'inspecteur, c'est la prise d'empreintes digitales qui l'explique... Puis au commissariat, où l'inspecteur chargé de l'affaire semble très gêné, on finit par me remettre quelques affaires de mon oncle, dont sa veste. Troisième surprise, elle est déchirée à plusieurs endroits. Comme ces faits ne décident toujours pas la police à mener une enquête, je me rends chez le substitut du procureur ».

LE SUBSTITUT : UN ANCIEN MILITAIRE D'ALGÉRIE

Ce substitut n'est pas n'importe qui : ancien militaire en

LE SUBSTITUT, « ANCIEN D'ALGÉRIE », ATTEND PRES DE DEUX MOIS AVANT D'OUVRIR L'ENQUÊTE

Algérie, il y a même été « maire » d'un village, et à ce titre prétend « bien connaître les Algériens ». Il laisse entendre à Mohammed que son oncle était déjà connu par les services de police, qu'il buvait... Quatrième surprise : au commissariat d'Annecy, on certifie ne pas connaître Isbane Azzouz ! D'autre part, la police n'a encore interrogé personne, du moins officiellement, puisqu'il n'y a toujours rien au dossier. Comment s'y est-elle donc prise pour retrouver les affaires d'Isbane, chez une de ses connaissances, Madame Kurte, épicière ? Comment se fait-il qu'on n'ait remis que 40 F à Mohammed alors que son oncle venait de finir un contrat ? Pour Mohammed, ces questions restent sans réponse. Il décide de rapatrier le corps. Le 6 novembre, avec un ami et en présence de quatre employés des Pompes Funèbres, on procède à la toilette du mort.

« SON CORPS ÉTAIT COUVERT DE COUPS »

La cinquième surprise est de taille : le corps d'Isbane semble couvert de coups, sur le thorax, sur le côté, il y a des plaies sur les jambes ! Mohammed fait aussitôt arrêter la mise en bière. Ne pouvant rencontrer le commissaire, il se rend au tribunal, où le substitut, visiblement excédé, l'envoie chez le procureur. Un deuxième examen médical est effectué, par le docteur Bonnet. Il ne donne rien... Mohammed décide alors de porter plainte. Il s'en est fallu de peu

qu'il ne puisse jamais le faire. Le lendemain, son hôtel devant fermer, il retient une chambre à l'hôtel le plus proche, le Jeanne-d'Arc. Le soir, après avoir dîné avec des amis et longuement discuté de ce qui est encore la première affaire Azzouz, il rentre à l'hôtel, vers 3 h 30. « Je me suis senti suivi. Une fois à l'hôtel, je monte au deuxième. Il me semble entendre des bruits de pas. Prenant peur, je redescends puis je me décide à parvenir quand même à ma chambre, mais me sentant menacé, je frappe à plusieurs portes. Arrivé au troisième, un homme de forte carrure me barre le chemin. D'autres sont avec lui, ils ricanent. J'ai à peine le temps de crier qu'ils commencent à me frapper ».

MOHAMMED PORTE PLAINTE : IL EST VIOLEMMENT AGRESSÉ

Qui étaient ces agresseurs si vite prévenus ? On ne le sait pas. Mais une chose est certaine, on a voulu se débarrasser de Mohammed, devenu gênant : après avoir été assommé, il est précipité par la fenêtre. C'est une verrière qui lui sauvera la vie. Comme par hasard, une patrouille de police passe devant l'hôtel. De nombreux voisins tentent de porter secours à Mohammed, encore accroché à cette verrière. Il est alors emmené à l'hôpital, et là, maintenu au secret : ni ses amis, ni l'Amicale des Algériens ne sont prévenus. Bien plus, lorsqu'il essaie de téléphoner, les communications sont coupées. Et c'est grâce à un infirmier fina-

lement qu'il peut prévenir ses amis ! Devant une telle accumulation de faits, on aurait pu croire que la justice se serait décidée à intervenir... Ce n'est qu'un mois et demi après, le 19 novembre, qu'une information est ouverte sur la mort d'Isbane, et simultanément, sur la défenestration de Mohammed. Et c'est seulement le 22 novembre, que Mohammed Azzouz est examiné par des médecins en vue de retrouver des traces de coups qui ont disparu depuis longtemps... Aujourd'hui, cette affaire ne peut plus être étouffée. Mais ce n'est pas faute de l'avoir tenté. Pour la police, il ne s'agit toujours que d'affaires d'hommes saouls, version accréditée par un communiqué du procureur. Mais comment un homme saoul aurait-il pu passer à travers une fenêtre condamnée et barrée par une table ? D'ailleurs les voisins qui se sont précipités sous la verrière sont formels : Monsieur Azzouz, bien que gravement blessé, était tout à fait lucide. A l'hôtel, on est muet. Quel a été exactement le rôle de la police dont le caractère raciste est bien connu chez les travailleurs d'Annecy, d'une police qui, jusqu'à la plainte de Mohammed, n'a officiellement rien fait ? Ce n'est pas de ces gens-là que viendront les réponses. Mais aujourd'hui, les amis de Mohammed Azzouz, les travailleurs algériens d'Annecy, sont bien décidés à ce que la vérité soit découverte. Ce qui risque de causer encore des surprises de taille.

Eric BREHAT

en bref

GRÈVE A LA ROUTIÈRE COLAS

Les travailleurs d'Orléans et de Chartres sont en grève depuis une semaine pour le treizième mois, les salaires, et la réintégration d'un délégué licencié.

SIX DÉLÉGUÉS CGT LICENCIÉS CHEZ DAMERON

La direction de l'entreprise Dameron (transports) a licencié 6 délégués CGT. La section syndicale s'était montée récemment pendant une grève victorieuse. Le licenciement de ces militants montre, une fois de plus, la peur de la bourgeoisie devant le fait que les travailleurs s'organisent de plus en plus pour la lutte, citons par exemple, Elis à Pantin, la Scripta à Paris... Les travailleurs ont riposté à cette époque en manifestant nombreux à Petit-Quevilly (Seine-Maritime).

TIRO-CLASS A VALRÉAS

Depuis près de 3 semaines, 90% des travailleurs de l'usine Tiro-Class à Valréas sont en grève, pour l'amélioration des horaires de travail et l'augmentation des salaires. Il y a quelques jours, des grévistes ont occupé un atelier de l'usine et s'y sont barricadés en soudant les portes, pour empêcher les non-grévistes d'entrer dans l'entreprise.

BRAUD (ANGERS) : LA SOLIDARITÉ SE DÉVELOPPE

Les travailleurs de chez Braud à Angers qui étaient partis en grève suite à la lettre que leur avait envoyée le patron, occupent toujours leur usine. Cette lettre qui leur offrait soit de réduire leur temps de travail à 24 H par semaine, soit le licenciement. Samedi matin les grévistes se sont rendus sur les marchés d'Angers où ils ont expliqué aux travailleurs le sens de leur lutte, le montant de la collecte s'est élevé à plus de

Pour la première fois, depuis longtemps, «ça bouge», dès la rentrée dans les facs. A Lyon et à Dijon, notamment, les étudiants en médecine ont porté dans la rue la critique de leur formation, le refus de réparer les travailleurs. La lutte contre la hausse des loyers en cité universitaire, contre la nouvelle répartition de crédits constitue la première riposte à l'université de crise.

Les mesures prises par la bourgeoisie à l'université en même temps que les luttes populaires, poussent un grand nombre d'étudiants à s'interroger sur leurs rapports professionnels futurs avec les travailleurs. Pour les étudiants, quelle est la place à conquérir dans la construction de l'unité populaire ? Que peuvent-ils apporter aux luttes des masses ? Les travailleurs n'ont-ils pas d'ores et déjà leur mot à dire sur l'université, à donner leur point de vue sur les formations pour déjouer les projets de la bourgeoisie ? Cette première page avance quelques éléments, elle vise surtout à engager le débat. Faites nous parvenir vos points de vue, expériences, les éléments dont vous disposez sur les programmes de redéploiement, la politique des révisionnistes à l'université, etc....

mettre ses capacités au service du peuple

La réforme Soisson, la mise en place d'une université de crise, d'une part, et, le développement d'autre part, de la lutte de masse, pose de façon de plus en plus aiguë pour la jeunesse intellectuelle, la question de «qui servir ?»

Nous avons interviewé deux étudiants de Besançon qui ont participé à plusieurs expériences allant dans le sens d'un mouvement des intellectuels au service du peuple.

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

Qu'est-ce qui vous a amené à participer à ces actions, à l'initiative du PCR ? C'est Lydie qui répond la première :

«Tout d'abord, lorsque je me suis inscrite en Publicité, j'avais dans la tête des images qu'on donne au lycée. Maîtrise vite, j'ai déchanté ; ce qui m'a le plus marquée, c'est le phénomène du ghetto, le trajet : salles de cours, restau-U, chambre en cité, qui t'amène rapidement à être coupée de la réalité et à être isolée. Ensuite, j'ai été dégoûtée par le contenu des cours. Par exemple, un jour, nous avons eu un devoir dans lequel il nous fallait trouver le meilleur moyen de sauver un hypermarché en difficulté. La bonne réponse, pour avoir une bonne note : c'était de... licencier 12 vendeuses ! Dans ces conditions, la question de qui tu vas servir, tu te la poses !»

Philippe :

«En psycho, la question se posait aussi, de manière différente peut-être, mais il fallait effectivement trouver un moyen de riposter au marquage idéologique qui vise à te couper de la réalité au profit de théories «psychologiques» soi-disant scientifiques»

QdP : En psycho, qu'avez-vous fait ?

«Nous avons beaucoup de projet, et notamment de faire une étude sur l'origine des «maladies» nerveuses chez les travailleurs, qui sont les trois quart du temps une conséquence de l'exploitation capitaliste ; mais dans un premier temps, après un cours de psychologie «sociale», qui prétendait que le manque de communications entre les gens aujourd'hui, tient soi-disant de blocages mentaux inhérents à l'homme, nous avons décidé de faire un contre-cours, avec des travailleurs de Lip. Nous sommes allés à la sortie de l'usine, en expliquant ce que nous voulions. Ça a été l'enthousiasme du côté des LIP.»

Un travailleur et une ouvrière sont venus la semaine suivante et nous avons discuté. Ils ont bien montré, aux étudiants du cours, qui étaient là, qu'ils s'étaient rendu compte que le patron leur avait appris à se taire, que c'est dans la lutte que l'on peut changer les rapports entre les gens. Cette réunion a apporté beaucoup.»

Lydie : *«Moi, je me suis tournée vers le travail culturel. Nous nous étions posé la question d'un art au service du peuple. Avec la mobilisation pour le Tribunal Populaire de Liévin, nous avons décidé de faire un montage sur les conditions de travail à Besançon. Des travailleurs de plusieurs entreprises sont venus témoigner pour nous, de la Zenith, de Bourgeois, des employés de la SNCF et des travailleurs hospitaliers. Nous étions la plupart du temps une quinzaine. Pour la plupart, ils découvraient ce qu'était le travail en usine ; des liens se tissaient, autour aussi de ce que nous proposons comme montage, de ce qu'il fallait mettre dedans. En suite le groupe est monté à Liévin ; nous avons fait un montage de diapositives.»*

QdP : Au printemps, à Besançon, une série de luttes avec occupation ont eu lieu. Qu'avez-vous fait ?

«A cette époque, on nous avait proposé, en ce qui concerne le théâtre, de participer à une rencontre d'amateur. Nous avons décidé, avec les travailleurs d'Unimel, de faire une pièce de théâtre qui servirait pour populariser la lutte et qui pouvait concrétiser notre conception de l'art lors de la rencontre. La nuit, en faisant le piquet de grève autour du feu, à la porte, nous avons écrit le scénario avec les travailleurs présents. Il nous a fallu une nuit entière parce que plusieurs alertes se sont produites. Le lendemain, c'était prêt, nous l'avons répété, et cela toujours sous la critique des travailleurs, pour savoir si nous traduisons bien, soit les conditions de travail, soit la tête du patron. La fin de la pièce incluait une vente sauvage de pains d'épices. Nous l'avons peut-être joué cinq ou six fois en quelques jours.»

QdP : Quel bilan en avez-vous tiré ?

«Nous avons pu tisser des liens avec des travailleurs et cela sur la base de nos connaissances que nous mettions à leur service. A notre avis, c'est ainsi que nous, étudiants, construisons une alliance solide avec les travailleurs.»



Bertrand MARQUET et Claude VILLARD

NON A L'UNIVERSITE DE CRISE

L'université, ce n'est plus ça. «Entreprise» du 5 juin en fait le triste constat. «Les trois quarts au moins des étudiants quittent actuellement le système éducatif après avoir reçu une formation qui, non seulement ne correspond pas à leur future profession, mais encore est inadaptée aux exigences du marché du travail»

L'université délivre encore essentiellement des formations d'enseignants et de chercheurs. Or ce dont le capitalisme a besoin aujourd'hui, ce sont des gestionnaires, des petits cadres. Ce décalage est d'autant plus aigu qu'aujourd'hui les difficultés rencontrées par l'impérialisme français, le laminage des surprofits exigent d'en finir avec le gaspillage en temps et argent qu'entraînaient des études souvent longues et surtout sans but précis.

Soisson : la tactique de l'iceberg

La réponse à la crise de l'université ce sont les «mesures Soisson». Il n'existe aucun texte officiel où elles soient globalement exposées ; on n'en a pas vu le reflet non plus au cours du morne débat parlementaire sur le budget des universités. Ce sont les luttes qui ont jeté la lumière sur deux éléments importants :

- D'abord la dite «nouvelle répartition des crédits» par la lutte de Vincennes.
- Ensuite les grèves contre les hausses de loyer en cité universitaire.

Qu'en est-il de cette nouvelle répartition ? Elle consiste essentiellement en ce que le financement ne se fait plus au pro-rata du nombre d'étudiants mais selon l'encadrement pédagogique et administratif. C'est là un net encouragement à limiter le

nombre d'étudiants et donc à la mise en place d'une barre d'entrée.

Quant à la hausse des loyers en cité universitaire, elle s'inscrit dans ce que Soisson appelle cyniquement «la politique de vérité des prix». Elle s'applique également au ticket de restaurant universitaire, aux bourses d'études aussi, d'ailleurs, puisque leur relèvement ne compense ni l'inflation ni même les hausses universitaires. Mais tout cela n'est que la partie visible de l'iceberg, le projet est autrement plus vaste ; c'est la mise en place d'une université de crise.

une université de crise

Les rares interviews de Soisson en font foi : il veut encourager les liens entre l'industrie et l'université ; la présence des patrons dans les conseils d'université (Ceyrac à la Sorbonne), des contrats réalisés par l'entremise des délégués aux relations industrielles, les choses vont bon train.

Dans le cadre des universités concurrentielles, la nouvelle répartition des crédits c'est en fait une incitation à l'appel massif aux capitaux privés.

En livrant le contrôle des formations au patronat, en contraignant les universités à recourir aux capitaux privés Soisson fait coup double :

- D'une part, les formations seront réajustées de façon quasiment automatique sur les débouchés car telle filière devenue inutile ne sera plus financée, telle recherche sans profit immédiat doit être abandonnée etc...
- D'autre part, la «réussite universitaire» sera soumise à l'appréciation patronale, notamment par le biais des «stages en alternance» au cours desquels l'étudiant devra faire sur le tas la preuve de ses capacités à gérer, à encadrer.

On comprend maintenant tout le sens de la petite phrase de Soisson au Monde de l'Education de novembre : «Une loi ne saurait tout résoudre parce qu'elle porte en elle ses risques de rigidité...» ; il s'agit de répondre à chaque moment aux fluctuations économiques de l'impérialisme en crise. Le développement de la Formation Permanente dont on fait des gorges chaudes à droite comme à gauche va dans le même sens ; ne faut-il pas recycler nombre de cadres que la liquidation de certains secteurs industriels va laisser pour compte ? Aujourd'hui elle est présentée démagogiquement aux chômeurs comme une solution d'attente.

pour faire reculer Soisson : élargir la lutte à tout le projet

Ainsi considérés dans leur ensemble, les plans de la bourgeoisie à l'université dépassent largement l'aggravation des difficultés matérielles des étudiants. Limiter la lutte à ce point, c'est à terme aller à l'échec, c'est surtout rater la cible.

A quoi aboutissent ces mesures ? A isoler encore plus étudiants de la vie et des préoccupations du peuple pour que demain ils soient des cadres serviles mais efficaces. Dans l'immédiat elles cherchent à prévenir toute participation aux luttes de masses. La riposte doit être à la mesure du projet : une mobilisation contre l'université de crise dans son ensemble, ainsi seulement la lutte échappera aux voies de garage révisionnistes, fera un pas dans la vie de l'unité populaire, condition du recul de la bourgeoisie.

de nos correspondants

De nombreuses correspondances nous sont parvenues. Nous n'en publions ici qu'une première partie. Tant à Caen, qu'à Lille, des luttes de loyer sont engagées.

GRENOBLE :

Depuis le début octobre, nous sommes en lutte contre les augmentations décidées par Soisson. Nous sommes 9 000 résidents à faire la grève des loyers.

« Abrogation de la hausse de 50% » Nous ne saurions en rester là, dans la lutte contre les mesures Soisson.

VINCENNES :

Le lundi 27, plus de 300 étudiants ont retenu dans la fac Frioux, le président de la fac, pour exiger la levée des sanctions qui frappent le personnel administratif. L'UNEF est venu pour le protéger, il faut dire que Frioux est un révisionniste du PCF. Leur explication : il est tout à fait normal que les employés aient été sanctionnés ; elles sont arrivées plusieurs fois en retard, dans les usines, c'est comme cela que ça se passe...

D'autre part, la lutte contre les premières conséquences des mesures Soisson qui attribuent des crédits aux facs en fonction de la superficie continue. Les cours «sauvages» se multiplient ; dans le métro, vendredi dans le hall de l'unesco, notamment. Depuis jeudi, d'autre part, l'arsenal est occupé.

DIJON :

Je tiens à vous envoyer une correspondance sur la lutte des étudiants en médecine qui a eu lieu à Dijon. A partir d'un mouvement revendicatif touchant une partie des externes, les autres étudiants sont entrés en lutte pour protester contre le type de formation qu'on nous donne à la fac. Pendant 10 jours les problèmes de la santé dans le système capitaliste ont été en permanence soulevés ; entre autre, le problème de la prévention, le rôle de la médecine dans la société capitaliste, tous les après-midi, des tracts et des panneaux ont été réalisés et des interventions avec les travailleurs hospitaliers sur des marchés ont été effectuées...

LES ANTI-FRANQUISTES APRES FRANCO

le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol

un membre de la délégation de Paris du PSOE répond à nos questions

Franco est mort. Depuis des jours, il était clair que son cadavre n'était plus maintenu en mouvement que dans le but de préparer la succession, notamment par les arrestations massives. Les diverses forces d'opposition se préparaient elles aussi, chacune à sa façon. Le Quotidien du Peuple poursuit aujourd'hui la publication d'une enquête sur cette question, une des plus brûlantes en Europe.

—Le Quotidien du Peuple : Que pensez-vous de la passation de pouvoir à Juan Carlos ?

—Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol : Nous sommes contre toute solution de continuité du régime, avec ou sans «ouverture» ; et Juan Carlos, c'est la continuité.

—Le QdP : Certains disent que Juan Carlos veut une «libéralisation» ; cela vous semble-t-il probable ?

—Le PSOE : De toute façon, que Juan Carlos le veuille ou non, elle ne viendra pas dans l'immédiat ; par exemple, il n'y a aucune chance qu'il supprime la loi anti-terroriste.

—Le QdP : Que signifie pour vous cette loi ?

—Le PSOE : Elle est le signe de la décomposition interne du pouvoir politique. En réalité, la loi de répression contre le communisme et

tout ce qui est assimilé à tel existe depuis la fin de la guerre ; elle n'est rien de plus, si ce n'est que, désormais, quiconque sait quelque chose et ne le dit pas tombe sous le coup de la loi. Les objectifs de cette loi étaient, en jugulant complètement la presse et en essayant de démanteler les organisations clandestines, de préparer une succession paisible à Juan Carlos et «préparer» un automne où de grandes confrontations vont se dérouler. Juan Carlos va continuer à suivre une politique «dure», mais comme il ne représente pas le même mythe que la personne de Franco, il ne va pas pouvoir continuer longtemps comme ça.

—Le QdP : S'il y avait malgré tout «ouverture», que feriez-vous ? Est-ce que, par exemple, vous participeriez à un gouvernement provisoire ?

—Le PSOE : Nous profiterions de l'«ouverture» pour renforcer notre lutte pour les libertés ; mais la liberté ne peut pas souffrir de limites. Il n'est pas question pour nous de participer à un gouvernement provisoire sans certaines conditions, même si quelques éléments de la Plate-Forme de Convergence Démocratique le faisaient.

—Le QdP : Quelles sont ces conditions ?

—Le PSOE : La rupture démocratique et la tenue d'un Congrès.

—Le QdP : Q'entendez-vous par «rupture démocratique» ?

—Le PSOE : Cela suppose une période de transition conquise par les pressions de la classe ouvrière et des pays européens ; une période où il y aurait liberté d'expression, d'association, de réunions aussi bien pour les partis que pour les syndicats et la tenue d'élections libres dans un délai d'un an.

—Le QdP : Comment pouvez-vous envisager des «élections libres» avec la présence des forces de répression ?

—Le PSOE : Nous proposons la dissolution des corps de répression.

—Le QdP : Et l'armée ?

—Le PSOE : L'armée, c'est différent ; il y aura toujours besoin d'une armée et elle servira le gouvernement en place. Nous préconisons la rupture non seulement avec les institutions politiques mais aussi économiques du régime ; on peut envisager une réforme agraire et le retour dans le patrimoine de l'Etat espagnol des sociétés étrangères.

—Le QdP : Au terme de cette phase «constituante» que vous

venez de décrire, quel avenir vous semble le plus probable pour l'Espagne ?

—Le PSOE : Une démocratie de type occidental, dans laquelle nous travaillerons pour le socialisme.

—Le QdP : Vous venez de signer un accord entre la Junte Démocratique et la Plate-Forme de Convergence Démocratique dans laquelle vous êtes ; quelle en est la portée ? Est-ce dire que toutes les divergences sont applanies ?

—Le PSOE : Tout ce qui peut servir à unir les forces de gauche est positif ; mais il existe des divergences importantes ; par exemple, la Junte admettrait la monarchie avec Don Juan. Nous, nous ne sommes ni pour le père, ni pour le fils, et j'ajoute, ni pour le Saint-Esprit. Nous sommes persuadés que, s'il y avait des élections aujourd'hui en Espagne, 80 % de la population serait pour une République démocratique. La Junte, c'est une naissance prématurée et elle ne comprend que des personnalités.

—Le QdP : Pourtant, la Junte fait état du soutien des commissions ouvrières ?

—Le PSOE : Il y a des commissions ouvrières dans la Junte et il y en a

dans la Convergence, celles d'Euskadi par exemple.

—Le QdP : Peut-on s'attendre à des luttes importantes des peuples d'Espagne dans les semaines qui viennent et particulièrement avec la disparition de Franco ?

—Le PSOE : Les «ultras» (sous la forme de Guerrilleros du Christ Roi ou autrement) se préparent à une nouvelle revanche ; c'est pourquoi, le peuple va attendre et continuer à lutter en profitant des faiblesses et des contradictions du régime. Notre objectif, c'est la conquête de la liberté ; notre intention, c'est de conquérir les libertés dans la rue... mais cela suppose un autre rapport de forces que les luttes de la classe ouvrière et la dynamique des événements vont créer, pas tout de suite. Enfin, le peuple espagnol est le peuple des imprévisibles.

—Le QdP : En tant que membre du PSOE et vieux militant, comment accueillerez-vous la mort de Franco ?

—Le PSOE : Comme la fin d'un cauchemar, de l'obsession des crimes qu'il a personifiés ; la fin d'une étape : les institutions et les hommes du régime sont toujours là, mais c'est quand même le commencement de la fin du fascisme.

feuilleton

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

VEUVES DE MINEURS

Les veuves de mineurs, celles dont le mari est mort à la mine, elles qui souvent ont dû veiller pendant des années leur mari qui s'éteignait, qui mourrait à petit feu à cause de la silicose, doivent encore faire face aux Houillères après la mort de leur mari. Non seulement parce que Houillères leur réduisent leurs moyens de chauffage, même lorsqu'il y a des enfants, mais encore car elles ne leur accordent que la moitié de la pension de leur mari pour silicose ; souvent même il faut demander une autopsie pour faire reconnaître le taux de silicose et obtenir cette moitié de pension indispensable pour vivre et élever les enfants.

Jusqu'à l'année dernière, il existait même le cas suivant : si un mineur avait déjà été reconnu silicosé, même à un très faible taux, pendant une visite médicale précédant son mariage, sa femme ne pouvait pas toucher de pension de la sécurité sociale quand il mourrait de la silicose.

Le témoignage d'une veuve d'un coron de Liévin sur le comportement des Houillères à son égard montre où mène la logique du profit dans les mines.

UNE VEUVE TÉMOIGNE

Elle vient de terminer une

partie de cartes avec des voisins. Dans la salle à manger des fleurs, sur un meuble la photographie de son mariage. Son mari a été tué à la mine. Elle est née dans les mines, dans le coron près de la fosse 4 de Lens. Elle a 41 ans. Pour elle, raconter sa vie, c'est accuser les Houillères : «Que pourrai-je ajouter de plus ?»

«Mon mari a été tué en 1951 à la mine. Comme c'était toujours rendement, rendement, rendement ! «Dépêchez-vous, dépêchez-vous !» Eh bien voilà ! «Ahue, ahue, ahue !» comme dit le porion «Grouillez-vous ! On n'a pas de temps à perdre !» Alors eux, ils se dépêchent... Et il y a eu un éboulement. Il était jeune. Je me suis mariée à 17 ans. Il avait 7 ans et demi de plus que moi. A 21 ans, j'étais veuve.

Quelques jours après le décès de mon mari, il était à peine enterré, le garde des mines est venu rechercher mes bons de charbon me disant que j'allais toucher mes bons de veuve. On était début octobre. Moi, innocemment, je les ai donnés. Il me disait que j'allais toucher mes bons de veuve. Bon, c'est très bien. En plein mois de décembre, fin décembre, n'ayant plus de charbon, j'ai été voir l'ingénieur de mon mari. C'était l'ingénieur de la fosse 5 de Calonne à Liévin.

J'ai été lui demander s'il pouvait me faire une avance sur mon bon de veuve, n'ayant plus de charbon pour chauffer mes enfants. J'en avais une de 3 ans et une de 9 mois. Il m'a répondu : «Moi, que voulez-vous que je fasse pour vous ?» Je lui ai dit : «Eh bien, Monsieur, je ne sais pas moi, avancez-moi un bon, et puis je vous le rendrai quand j'aurai mon bon de veuve». Il s'est fichu de moi, il m'a dit : «que voulez-vous que j'y fasse ? Il est tué. Bon, eh bien il est tué !» Alors j'ai insisté : «Oui, mais qu'est-ce que je vais faire moi ?» Réponse : «Je m'en fiche pas mal !» Je n'ai pas pu me retenir : je l'ai giflé. Alors, il m'a jetée dehors.

Mon mari s'est fait tuer. C'était à lui le charbon. Je suis sa veuve. Moi, je dis : «Le charbon, je dois l'avoir. Ça fait 20 ans que j'ai de la haine pour eux. Souvent, on passe devant la fosse 5 où mon mari a été tué. Je regarde cette fosse et je dis : «Maudite ! Maudite !»

Je suis allé voir un cousin ; il a été me chercher quelques brouettes de poussière de charbon, bonnes à brûler, en attendant qu'il ait son bon. Il a eu son bon, il a partagé avec moi en attendant toujours que j'ai mes bons. J'avais 32 000 francs de pension par trimestre pour me débrouiller avec mes deux gosses.

Plus tard, je me suis remariée

avec un jeune mineur. Malheureusement il est tombé malade. Il avait 9 ans de fond, il a eu 3 ans de maladie, une année d'invalidité. A la fin de l'année, on lui a dit : «Vous êtes apte à reprendre le boulot».

Il avait un trou au poumon. Ça venait d'un coup. Il avait été recouvert au fond de la fosse. Il crachait le sang.

Tout ça n'a jamais été reconnu* comme accident du travail ?

—Oh là là ! Non ! Le docteur qui l'a opéré au sanatorium lui a dit : «mais, mon vieux, ça provient d'un coup, ce que tu as là. Tu n'as pas eu un coup à la mine ? Il dit : «Si, je me suis fait recouvrir un jour». Le docteur lui dit : «Ça provient de là mon vieux !» Mais il était trop tard pour se faire reconnaître. Pensez-vous, les mines, elles auraient dit : «C'est un tuberculeux. Ça ne vient pas de nous. Ils auraient crié au scandale, ces Messieurs...»

On lui a dit : «Vous êtes bon pour reprendre le boulot. Mais seulement il n'y a pas de place pour vous aux mines. Vous ne pouvez pas descendre au fond et y a rien pour vous au jour. Donc on l'a licencié. Purement et simplement !

Ils sont ignobles ! Ignobles ! Vous pouvez le dire ! Appuyez là-dessus, parce qu'ils sont ignobles ! Ignobles ! (à suivre)

télévision

LUNDI 24 NOVEMBRE

TF 1

19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES INNOCENTS angl. de J. Clayton (1961) v.f.
22 h 05 - DEBAT
23 h 05 - JOURNAL et fin

A 2

19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA TETE ET LES JAMBES
21 h 45 - MIROIR DU TEMPS PRESENT (Paris)
22 h 45 - JOURNAL et fin

FR 3

18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE contre la peine de mort.
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
20 h 30 - LA CIOCIARA V. de Sica
22 h 10 - JOURNAL et fin

*Ce soir à 21 h 45 sur Antenne 2 : MIROIR DU TEMPS PRESENT, Guy CHALON et Gérard GOZLAN ont reconstitué la journée d'un touriste qui visite Paris avec les organismes spécialisés. L'émission montre quelle image de la ville on leur donne : une image de carton-pâte, source de profit pour l'industrie du bibelot, une image modelée par BRIGNEAU, le rédacteur en chef de «MINUTE», puisque c'est le guide qu'il a édité qui sert de référence aux agences comme «Cityrama» ou «Parivision». Dans les cars qui sillonnent Paris, on apprend ainsi que tel ou tel monument a été détruit par la «populace», que Bonaparte heureusement a mis de l'ordre dans tout cela, et bien d'autres choses encore...

international

Espagne

CONTRE LES GRANDES ILLUSIONS

Depuis le discours du trône prononcé samedi par Juan Carlos après son intronisation par les instances du fascisme (Conseil du royaume et Cortès), tous les organes de presse ou presque font l'éloge du langage nouveau de ce soi-disant prince éclairé, parlent de rupture, de bombe, ou, suivant la formule consacrée, de changement dans la continuité. Et sur quoi s'appuie donc ce monceau de sottises ? ... Ne riez pas : Juan Carlos a terminé son discours par «Viva Espana» au lieu de «Arriba Espana», le cri de la Falange. Et puis, il a beaucoup parlé d'un «consensus effectif de concorde nationale» et encore de «l'exercice effectif de toutes les libertés» comme «devoir fondamental de la couronne». Nous remarquerons pour notre part deux choses : la première, c'est que le pantin

Juan Carlos a renouvelé le serment de fidélité aux principes du Mouvement National fasciste et que cette prestation de serment était considérée comme un test de la continuité du régime par les ultras. Il ne pouvait en être autrement.

La seconde, c'est que toutes les références à la liberté, à la justice et à la concorde nationale font partie intégrante non seulement de la propagande fasciste habituelle, mais des textes mêmes du régime, de ses lois organiques. C'est ainsi que dans le discours de Franco, au début de la guerre civile, on trouve ces mots : «Justice, égalité devant les lois, voilà ce que nous offrons. Paix et amour entre les espagnols : liberté et fraternité, du travail pour tous», et savez-vous comment se terminait le discours ? Par «Vive l'Espagne».

Comme on le voit, le discours est un chef d'œuvre, non en matière d'innovation mais en matière de continuisme. Le point qui a le plus attiré l'attention, après la reconnaissance formelle des libertés s'entend, c'est la référence à l'Europe. Mais dire que l'Europe «devra compter avec l'Espagne», c'est un projet déjà assez ancien de l'oligarchie espagnole, et elle espère bien que la disparition de Franco suffira à lever les derniers scrupules d'une Europe les dignitaires fascistes de «Cortès» : ils ont applaudi Juan Carlos



L'ESPAGNE EN LUTTE...
Le 11 novembre dernier, une grève démarrait dans la construction à Pampelune (Navarre). Au même moment, dans la région de Valence, un mouvement identique se dessinait : la grève, partie d'abord de l'entreprise «Dragados y Construcciones» sous l'impulsion d'une assemblée d'ouvriers s'est étendue à 10 autres chantiers. Les ouvriers se sont opposés aux révisionnistes qui refusaient le piquet de grève et l'extension du mouvement, proposés par la OSO (opposition syndicale ouvrière).
Le lundi 17 novembre, une grève générale a paralysé les 5 usines du groupe ITT-Standard (4 à Madrid,

capitaliste qui ne s'est jamais montrée très chatouilleuse sur la question des libertés, et pour cause ! D'ailleurs, le fait que Giscard, que Scheel s'approprient à assister au couronnement de Juan Carlos mardi prochain prouvent bien qu'ils veulent accrédi- ter l'idée qu'une page est tournée et aider le fascisme à faire peau neuve.

Dans le concert de voix qui s'élèvent pour saluer les espoirs d'une libéralisation, on remarque la présence du P«C»E de Carrillo et de la Convergence Démocratique qui émettent des vœux pieux sur la convocation d'un référendum sur la forme constitutionnelle à donner au nouveau régime. Tout se passe comme

à Tolède) ; aux dernières nouvelles, la grève se poursuit. Ces luttes ont en commun une plate-forme revendicative, mais aussi des objectifs politiques :
- pour la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés
- pour la liberté de tous les peuples d'Espagne
- dissolution de tous les corps répressifs
- contrôle populaire sur l'armée
Tout cela est réuni sur le mot d'ordre de République et sur l'affirmation de la lutte révolutionnaire comme moyen d'y parvenir.

s'ils misaient sur la bonne volonté de Juan Carlos, qui serait malgré lui tenu par les ultras, et qu'il faudrait encourager, soutenir par un système subtil de pressions, en lui disant : «encore un petit effort, et ce sera tout à fait acceptable». Tel est le sens des initiatives de Ruiz Jimenez, membre de la Convergence et du PC Carrilliste, qui s'approprient à sortir au grand jour. Aujourd'hui, le P«C»E de Carrillo lance un appel à l'action, à marcher vers les prisons, à engager la bataille finale pour la démocratie. Ces actions font partie des pressions qu'ils entendent exercer sur Juan Carlos. Le problème est de savoir quelles perspectives ils veulent donner à ces mouvements. S'il s'agit seulement d'une assemblée constituante, d'une amélioration du régime existant, l'oligarchie n'a pas à craindre grand chose. Mais gageons que les masses ne s'en tiendront pas là.

En réalité, il est parfaitement clair pour tous les révolutionnaires en Espagne que si l'oligarchie peut continuer sa domination sous la forme du fascisme, en la personne de Juan Carlos, elle ne manquera pas de préférer cette solution, et que seule la lutte révolutionnaire des masses arrachera la liberté.

Hélène VARJAC

COMORES : LA FRANCE CONTRE L'INDÉPENDANCE

Le délégué à la défense et à la justice du Conseil Exécutif National Comorien, Ali Soilih, et les autres membres qui l'accompagnaient, n'ont pu demeurer à Mayotte, la police française les en ayant empêchés. En effet, les troupes françaises sont demeurées sur cette île des Comores, malgré la proclamation de l'indépendance et l'entrée du nouvel Etat comorien à l'ONU. Il s'agit, pour la France, d'empêcher que le gouvernement comorien puisse exercer sa pleine souveraineté sur l'île de Mayotte, où les intérêts militaires français sont les plus forts. Paris déclare qu'il se retirera après que la population de Mayotte se soit prononcée par référendum sur son «rattachement» au nouvel Etat comorien. A ce propos, un membre du Conseil Exécutif National comorien a révélé : «Il ne peut s'agir que d'une parodie de référendum. Depuis deux mois, nous assistons à Mayotte à des actes de représailles contre les partisans de l'indépendance dans l'unité. La plupart d'entre eux ont été déportés (...) des familles entières sont entassées dans des boutres*, dépourvues de leurs biens et envoyées dans les trois autres îles. Lorsque le vote aura lieu, il n'y aura plus à Mayotte un seul partisan de l'indépendance».

(* sorte de bateaux.

BESANCON : QUAND LE P«C»F SE FAIT SIONISTE...

Mercredi 19, à 18 h, une manifestation était organisée par les sionistes contre le vote de l'ONU condamnant le sionisme comme une forme de racisme. Au premier rang des manifestants, portant badges et banderoles sionistes : des militants connus du P«C»F, le bras droit du maire PS, Minjoz, ainsi que Weil, propriétaire d'une usine où, l'an dernier, au cours d'une grève, les flics avaient sauvagement matraqué les ouvriers. Patrons et faux communistes étaient tous unis pour le sionisme, contre la juste lutte du peuple palestinien.

Correspondant

ANGOLA : L'INGERENCE SOVIETIQUE SE FAIT MASSIVE...

Selon certaines sources d'information, les livraisons d'armes soviétiques au MPLA se sont multipliées ces dernières semaines, en particulier, avec l'arrivée, via le Congo Brazzaville, de chasseurs à réaction. Seuls les soldats cubains présents aux côtés du MPLA pourraient piloter ces avions de haute technologie. La presse américaine, pour sa part, citant des sources gouvernementales, est contrainte de reconnaître que la République Populaire de Chine ne livre aucune arme aux trois mouvements en présence, et qu'il n'y a trace d'aucun «conseillers» militaires chinois, à la différence de l'URSS qui en a déjà envoyé près de 400. C'est toute la différence entre une politique de grande puissance qui s'ingère grossièrement dans les affaires intérieures du peuple angolais, et une politique internationaliste de soutien à la juste lutte du peuple angolais pour l'unité dans l'indépendance.

portugal journée des dupes

AMI, COPCON, région militaire de Lisbonne : c'est sur ces trois éléments de l'organisation militaire portugaise qu'ont porté les contradictions de ces derniers jours. L'AMI, c'est ce «groupement d'intervention militaire» dont le sixième gouvernement avait essayé de se doter pour pouvoir réprimer les luttes populaires (par exemple, en faisant sauter l'émetteur de Radio-Renaissance). Le COPCON, commandement opérationnel du continent, est une formation plus ancienne, qui devait à l'origine jouer le même rôle, mais s'est transformée rapidement dans le contraire de ce que la bourgeoisie en espérait : une structure dont les principaux régiments, comme celui de la police militaire lors de la dernière manifestation des maçons, se sont généralement rangés du côté des masses.
Vendredi, le conseil de la révolution (organisme exécutif du mouvement des forces armées) prend trois décisions : dissoudre l'AMI (en réalité, il n'est jamais réellement arrivé à se mettre en place, du fait de la résistance des soldats) ; maintenir le général Otelo de Carvalho à la tête du COPCON ; lui

enlever le commandement de la région militaire de Lisbonne, pour le confier au capitaine Vasco Lourenço, un social-démocrate promu général pour la circonstance. Immédiatement, les régiments de la région de Lisbonne se sont placés d'eux-mêmes en «état d'alerte renforcée» : samedi, Carvalho revenait sur sa décision d'accepter le compromis passé au conseil de la révolution.
Ce qui vient, au moins temporairement, d'échouer, c'est une nouvelle tentative de la social-démocratie pour rassembler un rapport de forces lui permettant de mener à bien son projet de «remise en ordre» : d'une part, laisser à Carvalho le commandement du COPCON ne tirait pas à conséquence, dans la mesure où il était possible de retirer petit à petit divers régiments de cet organisme. D'autre part, il perdait le commandement effectif d'une région militaire qui est toujours venue se mettre en travers des projets du sixième gouvernement. Or le général Carvalho, loin de s'opposer à cette orientation, l'encourageait plutôt jusqu'ici, sur la base d'un vague populisme.
Ce nouveau coup porté aux

entreprises du PS va venir reposer la question des solutions à la crise actuelle, suscitée par les luttes des masses : gouvernement PS-P«C» ou déclenchement d'une guerre civile par

LIBAN provocations et reprise des combats

Depuis une semaine, les combats ont repris au Liban : à Beyrouth, les armes lourdes sont utilisées, les francs-tireurs ont repris leurs postes, les barricades enlevées par les comités de coordination ont été réinstallées. La reprise des combats a été précédée par des enlèvements de plus en plus nombreux.
Dès le début des événements au Liban, les enlèvements de personnes font partie des combats : ils visent essentiellement à semer la panique chez la population : c'est un moyen de déclencher le combat dans un quartier jusque là épargné. C'est à travers les barricades qu'ils installent à l'entrée des quartiers que les Phalangistes pratiquent cette action : les gens, voitures qui passent sont arrêtés. Les personnes sont fouillées, les Phalangistes demandent à voir la carte d'identité, sur laquelle est marquée la confession. Les Palestiniens, Syriens et les

les réactionnaires à partir des provinces du Nord. Le problème fondamental restant pour les masses de dégager leurs propres perspectives révolutionnaires, en rupture avec celles du P«C»P.

Libanais musulmans sont arrêtés ; ils sont emmenés aux Q.G des Phalangistes. Là-bas, ils sont torturés et souvent tués.
En général, c'est entre deux périodes de combats que les enlèvements sont les plus nombreux. Cela s'explique par la possibilité que la population a à se déplacer, et par le plan des Phalangistes qui vise à faire reprendre les combats. En riposte à ces enlèvements, certaines actions du même genre ont été menées spontanément. Mais la Résistance palestinienne s'est toujours opposée à ce genre d'actions, elle a toujours essayé, à travers les Comités de coordination dans les quartiers, de rendre les personnes enlevées. Pour la Résistance Palestinienne, les enlèvements pratiqués par les Phalangistes ne sont que des provocations pour la reprise des combats et les ripostes spontanées risquent d'aller dans le même sens.